

Accusé de réception en préfecture  
062-344077672-20230526-3010-DE-1-1  
Date de télétransmission : 07/06/2023  
Date de réception préfecture : 07/06/2023

Acte certifié exécutoire

**Bruno FONTALIRAND**

Directeur général



**Pas de Calais Habitat**

4, avenue des Droits de l'Homme  
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



## **PAS DE CALAIS HABITAT** **Office Public de l'Habitat**

### **DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 26 MAI 2023**

**Président** : Monsieur COTTIGNY

**Présents** : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Monsieur DECLEMY, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Monsieur GLORIAN, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MENU, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Monsieur PEZE, Monsieur PILCH, Madame ROSSIGNOL.

**Excusé** : Madame VAN HEGHE qui a donné pouvoir à Monsieur MELLICK.

#### **Protocole d'accord transactionnel avec un ancien salarié de Pas-de-Calais habitat**

---

Direction ressources humaines

Rapporteur : M. [REDACTED]

---

#### **I- CONTEXTE DE LA CONVENTION**

[REDACTED] a été engagé par Pas-de-Calais habitat, dans le cadre de contrats à durée déterminée à compter du [REDACTED], en tant que [REDACTED] au sein de la Direction Territoriale [REDACTED].

Il a été mis fin de façon anticipée à son dernier CDD, qui devait arriver à son terme le [REDACTED], afin de l'engager dans le cadre d'un CDI, à compter du [REDACTED], pour

occuper le poste [REDACTED], un besoin ayant été identifié au sein de la Direction [REDACTED].

Du fait de la modification des fonctions occupées, une période d'essai a été prévue. Celle-ci devant correspondre à du travail effectif, elle a été prolongée du fait de plusieurs arrêts maladie de [REDACTED].

Puis, la période d'essai n'ayant pas été concluante, [REDACTED] a été informé par courrier de la décision de Pas-de-Calais habitat d'y mettre fin, le [REDACTED]

Toutefois, le [REDACTED], [REDACTED] a saisi le Conseil de Prud'hommes d'Arras, afin de solliciter la nullité de son licenciement et de demander la condamnation de Pas-de-Calais habitat au versement de dommages et intérêts à ce titre, ainsi qu'en réparation du préjudice moral causé par le harcèlement allégué, outre la réintégration dans son emploi et être payé des salaires dont il a été privé entre la rupture de son contrat de travail et le jugement à intervenir. Il a également conclu à titre subsidiaire sur la requalification de son CDD en CDI. Le préjudice estimé s'élève selon l'intéressé à [REDACTED] € auquel se rajoute l'ensemble des salaires dus jusqu'à sa réintégration.

Après un report de l'audience de mise en état du [REDACTED] 2022, l'affaire a été radiée faute de remise de conclusions dans les délais par la partie adverse. Suite à sa réinscription, une audience de mise en état a eu lieu le [REDACTED].

Pas de Calais habitat a contesté toute situation de harcèlement moral et a rappelé que la rupture du contrat de travail est bien intervenue pendant la période d'essai.

Afin de tenter de parvenir à un règlement amiable de ce contentieux et de limiter l'aléa juridique, Pas-de-Calais habitat a demandé à l'avocat en charge de ce dossier [REDACTED] d'initier une négociation avec l'avocat de la partie adverse.

Les parties ont convenu d'un protocole d'accord transactionnel comportant les concessions réciproques suivantes.

## **II- CONCESSIONS DE PAS-DE-CALAIS HABITAT**

Sans reconnaître le bien fondé des arguments et prétentions de [REDACTED], Pas-de-Calais Habitat accepte de lui verser une indemnité forfaitaire, globale et définitive d'un montant de [REDACTED] de charges sociales, CSG et CRDS.

## **III- CONCESSIONS DE [REDACTED]**

Sous réserve du respect des engagements pris par Pas-de-Calais habitat et mentionnés ci-dessus, [REDACTED] se déclare satisfait et totalement rempli de ses droits. Il renonce expressément et irrévocablement à toutes demandes présentes ou futures auprès de Pas-de-Calais habitat et à contester la procédure comme le bien-fondé de la rupture de son contrat de travail.

Le paiement de l'indemnité transactionnelle par Pas-de-Calais habitat met fin à toute

contestation sur les conditions et les motifs de la rupture du contrat de travail de [REDACTED] et l'indemnise de tout préjudice qu'il estime avoir subi en raison de cette rupture.

Ainsi, [REDACTED] déclare que le paiement des sommes figurant sur la transaction comprend l'intégralité des sommes que Pas-de-Calais Habitat resterait à lui devoir, au titre de l'exécution comme de la rupture de son contrat de travail et considère que sont réglés définitivement tous les comptes sans exception, ni réserve, pouvant exister entre les parties.

[REDACTED] déclare renoncer à toute indemnité ou prestation, ainsi qu'à exercer une quelconque action judiciaire ou extrajudiciaire à l'encontre de Pas-de-Calais habitat. A ce titre, [REDACTED] se désistera de sa demande formée devant le Conseil de Prud'hommes d'Arras.

#### **IV- CONFIDENTIALITE**

**Les parties s'engagent à ne divulguer la présente transaction ou son contenu à aucun tiers**, si ce n'est sur réquisition de justice ou aux seuls représentants habilités des autorités administratives et des organismes sociaux, sur leur demande expresse uniquement.

Vu les dispositions des articles L 423-10, L 423-11 et L 423-11-1 du Code de la Construction et de l'Habitation,

\*\*\*\*\*

Au vu des éléments proposés et après avoir en délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ autorisent la conclusion d'un protocole d'accord transactionnel selon les termes exposés ci-dessus, prévoyant l'octroi d'une indemnité globale et forfaitaire d'un montant de [REDACTED] de mettre fin au litige opposant [REDACTED] à l'Office ;
- ✓ autorisent le Directeur Général à signer ce protocole d'accord transactionnel.

Décision adoptée à l'unanimité